

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

contre-courant

Organe trimestriel de la section à l'étranger de l'Organisation des Fedayin (Minorité)

Septième année----- Numéro 25 ----- Janvier 2000

DANS CE NUMERO:

- ? [Deux ans plus tard !](#)
- ? [La répression n'arrêtera pas le mouvement étudiantin](#)
- ? [Fin de la plate-forme de Khatami et début de la nouvelle offensive des adeptes de Khaménéï](#)
- ? [Programme de Khatami est une suite de celui de Rafsandjani](#)
- ? [A l'occasion du 8 Mars, un poème de la camarade Marzieh Ahmadi Oskoui](#)

Deux ans plus tard !

Cela fait deux ans que Khatami est à la tête de l'exécutif de la République islamique. Il avait promis aux gens de rétablir les libertés politiques et leurs droits démocratiques et de résoudre les difficultés économiques. Le 2 septembre dernier, Khatami était l'invité d'une émission télévisée pour examiner son bilan biennal et promettre encore et encore ! Le journaliste a dit : "Il y a deux ans, le gouvernement de monsieur Khatami a été formé. Des programmes précis avaient été annoncés dans les discours, prises de positions et la campagne électorale. Il est opportun d'examiner tous ces programmes et les résultats obtenus par le gouvernement de monsieur Khatami."

Khatami a parlé pendant plusieurs heures sans toutefois préciser lequel de ses programmes a été réalisé ! Il n'a pas dit laquelle de ses promesses a été tenue. Il n'a pas dit laquelle des libertés promises aux gens a été rétablie. Il n'a pas dit laquelle des difficultés économiques des gens a été résolue. En réalité, Khatami n'avait rien à dire ! Son gouvernement n'a fait qu'empirer les choses. Sur les problèmes économiques du pays, à part des allusions au passé, Khatami a dit : "Est-il possible d'avoir de la croissance économique dans un pays qui est scientifiquement arriéré et manque de technologies ? Pouvons-nous avoir de la croissance et du développement économique sans la participation de la société... L'engagement de la société est possible lorsque nous aurons du développement politique." Alors selon monsieur Khatami, si les problèmes économiques sont restés tels qu'ils étaient voire dégradés davantage, c'est parce qu'il n'y a pas eu d'ouverture politique. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de développement politique ? Pourquoi les libertés n'ont-elles pas été rétablies ? Pourquoi la démocratie, qui selon Khatami est un "phénomène admis par l'islam et inscrit dans la Constitution" et qui a été promise par lui, n'a pas été restaurée ? Monseigneur Khatami dit : "Deux facteurs ont empêché le retour de la démocratie, primo notre état d'esprit historique, secundo l'ingérence

étrangère." Alors maintenant que faut-il faire pour la démocratie et le développement politique ? "Les intellectuels et écrivains doivent se pencher sur ce problème au lieu de polémiquer les uns avec les autres" dit-il, notre grand démagogue. Voilà le résumé de toutes les réponses apportées par le président de l'Etat islamique pour la mauvaise situation économique, l'absence des libertés politiques et l'inexistence des droits des gens. Khatami se réfugie dans ce genre de fadaises au lieu de donner son bilan, car il n'en a aucun !

Economiquement le pays a continué encore sa chute. La croissance, le PIB, est passé sous la barre de zéro. Par conséquent des centaines de milliers d'ouvriers ont été licenciés. Des centaines de milliers de jeunes venus sur le marché du travail, ces deux dernières années, sont au chômage. Selon les statistiques officielles, fausses et tronquées, le nombre des chômeurs est passé de 1,5 millions à 3 millions. Le prix des produits et des services de première nécessité a encore augmenté. Toujours selon les statistiques officielles, le taux d'inflation est de 24%. Le résultat de cette situation économique est forcément une baisse encore plus importante du niveau de vie de l'écrasante majorité de la population. Une paupérisation et des déficiences sociales plus importantes sont en fait le bilan de ces deux dernières années.

Politiquement la dictature ouverte a continué. Les gens sont toujours privés des libertés politiques et des moindres droits humains et civiques. Sous la présidence de Khatami, tout mouvement de protestation populaire a été comme auparavant réprimé. Rien que les événements de ces derniers mois démontrent la réalité de la répression. Les gens ont été réprimés au Kurdistan surtout à Sannandadj, la répression sanglante du mouvement étudiant et populaire dans les rues de Téhéran et de Tabriz en sont des exemples. Le nombre de prisonniers politiques a continué sa courbe montante, suite aux récents mouvements de protestation, les prisons sont de nouveau pleines de gens arrêtés pour des causes politiques. La gravité de la répression a été telle que les agents de l'appareil de sécurité du régime sont allés chez les opposants politiques pour leur couper la tête. Les écrivains épris de libertés ont été kidnappés et assassinés.

Les droits des femmes ne sont toujours pas respectés. En plus, de nouvelles lois misogynes ont été votées. Les laquais de l'Etat islamique et les sympathisants des "réformes de Khatami" disent que l'apparition de quelques journaux des diverses factions du régime est une preuve du "libéralisme" de Khatami et du fait que le régime peut être démocratisé. Mais après deux ans de gouvernement de Khatami, maintenant force est de constater que des journaux qui paraissaient même sous le gouvernement de Rafsandjani, le prédécesseur de Khatami, sont interdits. Il aura fallu attendre Khatami pour réviser la loi réactionnaire sur la presse, non pas pour y supprimer les restrictions mais en rajouter d'autres ! Voilà le bilan réel de Khatami. Ce bilan démontre clairement l'échec de Khatami. Mais il n'est pas l'échec personnel de Khatami. Il est l'échec de ceux qui espèrent la démocratisation du régime. Et puis surtout, c'est l'échec de tout l'Etat islamique. Cet échec est une preuve flagrante qu'aucune amélioration n'est possible dans le cadre du régime de la République islamique. Khatami, lui-même confirme inconsciemment l'échec de son gouvernement sur deux ans. Il dit que pour résoudre les problèmes économiques et avoir du "développement économique", il faut avoir une "société participante" et que pour cela il faut du "développement politique" et de la "démocratie". Mais tout cela ne s'est pas réalisé et ne le sera pas sous l'Etat islamique. Maintenant, dit Khatami, les "intellectuels et écrivains" doivent aller voir "pourquoi la démocratie ne s'est pas rétablie dans cette société." Cela veut dire en clair l'échec et le fait que la République islamique et Khatami ne peuvent rien faire.

La répression n'arrêtera pas le mouvement estudiantin

La République islamique est sérieusement inquiète de la recrudescence des protestations étudiantes. Le mouvement estudiantin de juillet dernier a montré au régime que les mécontentements sont arrivés à un stade explosif de telle sorte que des centaines de milliers d'étudiants et par la suite des millions d'élèves de lycées et autres peuvent descendre dans les rues et déstabiliser le régime. C'est pourquoi les dirigeants du régime et leurs appareils de répression ont pris des mesures pour endiguer le mouvement. Le régime de la République islamique a toujours choisi, depuis sa fondation, la voie de la répression contre les mouvements protestataires populaires. Le régime de la République islamique croit vainement que la répression, la militarisation et l'augmentation du nombre de ses agents (les bassidjis) dans les universités ainsi que l'arrestation, l'emprisonnement et la condamnation à mort des étudiants peuvent encore maîtriser le mouvement.

C'est dans cet objectif que la répression des étudiants s'est intensifiée après le mouvement de juillet dernier. Des centaines d'étudiants ont été arrêtés partout en Iran. Les tribunaux du régime se sont activés rapidement. Les condamnations d'étudiants ne s'arrêtent pas. Des centaines d'étudiants ont été déjà condamnés rien qu'à Téhéran. Les tribunaux ont même annoncé la peine de mort à l'encontre de quatre étudiants. A Tabriz, le juge islamique a annoncé l'arrestation de 260 étudiants et personnes. Vingt et un d'entre eux ont déjà reçu leur verdict allant de 3 mois à 9 ans de prison.

D'autres étudiants ont été arrêtés dans de différentes villes dont il n'y a pas encore d'information sur leur sort. Dès la rentrée, l'appareil de répression du régime a entrepris une campagne de provocation des sentiments religieux des gens avec une pièce de théâtre publiée dans un petit journal, tiré à 150 exemplaires. Cette campagne a toutefois essuyé un échec. Même les croyants n'ont pas répondu à divers appels du régime qui les invitaient à protester contre "l'insulte au sacré". Seulement un petit groupe de larbins du régime, ceux de l'appareil clérical et de la bourgeoisie commerçante, ont participé aux shows "protestataires". Le régime, ne s'étant pas contenté du résultat, a arrêté quatre étudiants impliqués dans la publication de la pièce de théâtre. Mais malgré toutes ces mesures de répression, le régime n'a pas pu triompher du mouvement étudiant. Il est donc naturel qu'il soit toujours inquiet d'un nouveau réveil du mouvement. Le fait que malgré les mesures coercitives du régime les mécontentements et protestations continuent est une preuve qu'elles n'ont plus d'effet, comme dans le passé, sur les gens. Le régime ne peut plus étouffer les mouvements de protestation populaires, entre autres estudiantins, en réprimant et envoyant ses meutes du Hezbollah dans les rues. Le mouvement étudiant continuera sous diverses formes d'action malgré les barrières existantes. Il faut toutefois remarquer une chose. C'est que le mouvement étudiant ne peut pas avancer sous la forme du mois de juillet dernier. Ce mouvement, comme tout autre mouvement populaire, progressera ou reculera suivant les conditions du jour et prendra la forme que ces conditions lui imposent. Ce qui est évident est que dans la situation politique actuelle, c'est-à-dire une situation de crise politique, le mouvement étudiant continuera dans les luttes ouvertes et directes. Le mouvement étudiant poursuivra ses protestations contre le régime. Le rôle important du mouvement étudiant prendra de l'ampleur seulement lorsque les ouvriers et travailleurs auront entrepris la lutte finale pour renverser le régime. Pour que le mouvement étudiant puissent atteindre ses buts, il n'a d'autre solution que celle d'aider le mouvement général des masses d'ouvriers et de travailleurs.

Fin de la plate-forme de Khatami et début de la nouvelle offensive des adeptes de Khaménéï

Sans doute le mouvement étudiant de juillet 1999 a une nouvelle fois mis au grand jour la nature réactionnaire de tous les démagogues et ennemis des masses populaires d'Iran, surtout celle de la faction de Khatami qui est soi-disant réformiste. Il a suffi de peu de temps pour que monsieur le président de la République dégaine son épée, après le guide, Khaménéï. En effet lorsque Khatami a demandé que les "fauteurs de trouble" et les opposants soient réprimés "avec force et détermination", le guide suprême du régime est entré en scène personnellement pour soutenir à "100%" les "positions du président". Bien avant l'élection de Khatami à la présidence, il a été expérimenté et prouvé que dès que les masses laborieuses entrent en lutte, toutes les factions du régime s'unissent contre elles et cela malgré tous leurs différends. Il aura suffi d'une semaine, du 8 au 14 juillet plus précisément, pour que Khatami remplisse le fossé avec le guide du régime. Ce fait, bien réel, a montré l'exactitude de l'analyse de notre Organisation selon laquelle les factions du régime sont du pareil au même quant à la préservation de l'Etat religieux réactionnaire. Il est bien vrai que Khatami a mis personnellement fin, le 14 juillet 1999, au mythe du 23 mai 1997, jour de son "élection". Si la faction de Khaménéï a accepté une série de reculades après le 23 mai, cela n'a absolument pas été à cause de la force de la faction de Khatami, mais de la peur qu'elle a eue des gens qui ont profité des élections pour avancer dans la lutte. La fracture profonde de la classe dirigeante avait exacerbé les contradictions et différents à la tête du régime. Mais le problème ne se réduisait pas qu'aux querelles des factions. Une troisième force était entrée en jeu, une force qui ne pouvait pas être supprimée des équations politiques. L'apparition de cette force a rendu la situation favorable à la faction de Khatami et a même distingué la plate-forme de Khatami de la celle de l'autre faction. La faction de Khaménéï disait alors que les sympathisants de Khatami ont choisi la pression par en bas et le marchandage par en haut. En ce qui concerne précisément ce marchandage des hauts placés, la faction de Khaménéï n'était pas - ne l'est toujours pas - pour des concessions. Par ailleurs Khatami n'était pas - et ne l'est toujours pas - pour la pression par en bas. Il est par contre vrai que la peur du bas existait et elle est bien réelle. L'entrée massive des gens dans le mouvement de juillet dernier, les revendications de liberté et la mise en question directe des organes de l'Etat ont bien effrayé les dirigeants du régime, toutes factions confondues. Il était possible, à tout moment, que le contrôle des gens échappe à la faction de Khatami qui en avait pris la charge et par la suite à tout l'Etat islamique. C'est bien pour cette raison que la faction de Khaménéï s'est vue obligée de faire des concessions en laissant libre cours aux marchandages de la faction de Khatami. Sinon sans le mouvement des gens, le marchandage de la faction de Khatami n'était que du vent. Le principal acteur était bien les gens qui regagnaient les arènes de la lutte, paramètre si effrayant pour tout le régime. La faction de Khatami voulait en récupérer les fruits. Les gens ont aussi profité de l'occasion offerte par leur propre lutte, guettant le moment d'en finir avec le régime dans sa totalité. En même temps que Khatami donnait l'ordre de tirer sur les gens, il a perdu la possibilité de s'appuyer sur leur lutte pour marchander en haut. Le glas de la plate-forme "réformatrice" de Khatami a sonné quand il a demandé que l'on réprime les "fauteurs de trouble". Il voulait sauver l'Etat islamique des "troubles" par sa propre méthode. Constatant la révolte des gens, il n'a pas douté une seconde d'utiliser la violence pour y mettre fin. Ainsi il a de fait intégré la plate-forme de Khaménéï. A ce moment-là, comme l'a d'ailleurs dit Khatami lui-même, une déclaration de guerre était faite contre le régime et son président. La "sécurité de l'Etat", n'était pas une chose à risquer et plus aucune place n'était disponible pour le "dialogue" à la Khatami. Il fallait contrer le mouvement avec "force et détermination".

Khatami, ayant qualifié le mouvement étudiant de "détestable", n'a guère oublié de faire la louange de ses oppresseurs, les pasdaran (gardiens de la contre-révolution islamique) et bassidji (miliciens du régime). Il a dit : "La milice, représentant le peuple, a répondu présente pour mettre fin aux récents troubles de Téhéran. Elle a pu rétablir la sécurité dans la société et renforcer la puissance de la République islamique." En congratulant les stipendiés miliciens, Khatami n'a pas mis fin aux "troubles", il a en réalité fait reculer ses adversaires de l'autre faction du régime, il a ouvert la voie de l'affaiblissement de sa propre faction.

Les adeptes de Khaménéï s'en sont pris à la presse

La faction du guide Khaménéï s'est alors mise à gronder. Elle a reproché aux sympathisants de Khatami leur laxisme vis-à-vis des étudiants. Elle a appelé à employer un maximum de violence. Par exemple Mesbah - Yazdi, profitant de la prière du vendredi, a réclamé ouvertement et clairement la tête des étudiants arrêtés. Naghdi a critiqué le fait que seulement "le complot en cours" ait été réprimé et non pas "le complot politique" qui se mijote en cachette. Tout en rappelant ses victoires au cours des massacres d'étudiants sous Khomeïni, ce dernier a aussi demandé la répression sans merci du mouvement étudiant. Il s'est exprimé dans ces termes : "Il n'y a rien de plus important que le croyant pour Dieu. Mais si ce même croyant regagne le camp des hérétiques, il nous est demandé de le tuer pour ensuite anéantir le camp de tous les hérétiques."

Il était tout à fait donc clair que la faction de Khaménéï avait commencé une vaste offensive contre l'autre faction. Les sympathisants de Khaménéï voulaient aller au bout du chemin que la faction de Khatami leur avait ouvert. Ils étaient en train de faire reculer la faction de Khatami tout en scandant des cris de l'unité. Khatami, ayant déjà fait un pas important en arrière et seul à ce moment-là s'apprêtait à effectuer d'autres marches en arrière. Les efforts des deux factions et leurs magouilles en coulisses n'ont pas empêché la faction de Khaménéï d'avancer. Quand Karoubi, chef de la Ligue du clergé combattant, (accompagné de Mohtachami) a commencé une nouvelle campagne contre Montazeri (dauphin de Khomeïni, déchu par lui-même peu avant sa mort) la faction de Khatami l'a applaudie. Il était évident à ce moment-là que les magouilles en coulisses avaient bien apporté leurs fruits. Kani, chef de l'Association du clergé combattant, (proche de Khatami), a même oublié le journal Salam et son vieil ami Khoïniha, directeur de Salam (journal interdit peu avant le mouvement étudiant en juillet dernier). Le fait que Karoubi ait parlé de la "situation déterminante actuelle" et la nécessité de l'union des factions, prouve que l'Association du clergé combattant, la plus principale et la plus puissante alliée de Khatami, avait bien reculé. Karoubi avait dit que si l'union était oubliée, toutes les factions du régime "seraient complètement défaites" et que pour lui et ses comparses ce n'est pas que "la vélayat - e - faghih (règne du guide à vie et numéro 1 du régime) qui est sacrée mais la personne même de l'imam, l'ayatollah Khaménéï l'est aussi."

Alors que la faction de Khatami se contentait des accords passés à l'ombre et se congratulait pour le remplacement du chef du pouvoir judiciaire, qui devait apporter du "calme" et de "l'espoir" pour la sécurité économique et les investissements, l'ancien chef du pouvoir judiciaire Yazdi s'est remis à aboyer contre les étudiants et la presse à la tribune de la prière du vendredi. Il a encouragé son successeur à fermer les journaux, à arrêter et à tuer les "fauteurs de trouble." Dans le même temps, son successeur, Chahrودي était en train de fermer le journal Nechat et l'Assemblée de la réaction de donner plus de précision à la loi sur l'avis du Conseil de surveillance concernant la présélection des candidats aux élections législatives. Ainsi tous les efforts la faction de Khatami sur cette loi ont volé en éclats.

Le problème des sympathisants de Khaménéï ne se réduisait pas alors à préserver les positions acquises mais à lancer une nouvelle offensive pour faire reculer encore davantage la faction adverse. La presse sympathisante de Khatami a été donc choisie pour pointer les armes. La faction de Khaménéï avait bien entendu déjà attaqué à ce domaine. Mais étant donné que la faction de Khatami était sur la défensive, la même cible, la presse, a été visée plus intensément que dans le passé. L'échéance des législatives (sixième Assemblée de la réaction islamique) faisait aussi que la presse soit un objectif important à attaquer par la faction de Khaménéï. La faction du guide a ensuite étendu le champ de ses attaques au ministre de la culture et de l'orientation islamique de Khatami. L'interdiction des journaux Djamée, Touss, puis Zan et Salam et le jugement des responsables de presse ne lui semblaient pas suffisants.

Une "vague" qui a fait la tempête

La sortie d'un journal étudiant, ayant pour titre Modj (= vague) et tiré à 150 exemplaires seulement, dans lequel a paru une courte pièce de théâtre, a été ensuite une autre très bonne occasion pour la faction de Khaménéï afin d'intensifier ses attaques. Dès la publication de Modj, les sympathisants de Khaménéï ont commencé une grande campagne d'indignation. Car pour eux, la pièce de théâtre en question avait insulté le douzième imam des chiites. C'est le ministre de la culture de Khatami qui en a été présenté responsable. Les sympathisants de Khaménéï ont même demandé l'exécution immédiate des deux étudiants qui avaient écrit la pièce. Djanati, un imam du vendredi, a fait scandale avant une prière. Pour provoquer les sentiments religieux, il s'est mis à pleurer tout en demandant une réaction déterminante à ce climat qui permet l'insulte au douzième imam (le messie des chiites). Le Bazar a fermé, les mollahs de Qom se sont habillés en noir, en signe de deuil. Ces derniers ont demandé, dans une manifestation, la peine capitale immédiate pour les deux étudiants. Ils ont également demandé le départ du ministre de la culture de Khatami. Naghdi, commandant des renseignements de la force de l'ordre, a juré que si les responsables ne punissent pas les auteurs de Modj, il s'en chargerait personnellement et exécuterait le verdict de Dieu. Les journaux Ressalat et Keyhan ont aussi publié d'importantes attaques contre le gouvernement de Khatami. La Ligue du clergé combattant ne s'est pas privée et a publié un communiqué d'avertissement au président de la République et à son gouvernement. Les commandants des pasdaran sont entrés sur la scène pour dire que la cause de l'insulte aux valeurs islamiques est bien le climat politique actuel qui ne profite qu'aux "écrivains vendus." Finalement est arrivé le tour de Khaz'ali, ex-membre du Conseil de surveillance. Il a demandé ouvertement la démission de Mohadjerani, le ministre de la culture de Khatami. Il a mis en garde Khatami et lui a rappelé ce qui s'est passé avec Banisadr, le premier président de la République islamique destitué par Khomeïni et exilé actuellement en France. Bref, les sympathisants de Khaménéï ont fait de la Vague de l'université d'Amir - Kabir une tempête ! Alors que Khatami et sa faction s'étaient mis à condamner le journal Modj et à demander le châtement de ses auteurs, Khaménéï est intervenu à la prière du 1er octobre pour demander le cessez-le-feu. Il a qualifié le président d'un "homme amoureux de l'islam". Il a invité ses adeptes au calme et les a assurés qu'il a la situation en main !

Plus la date des "élections" législatives approche, plus les querelles des factions se ravivent. Personne ne sait jusqu'à quel point la faction de Khatami reculera et qui gagnera les "élections". Ce qui est par contre important est que les masses laborieuses ont eu une nouvelle expérience. Elles ne se laisseront tromper par aucune des factions du régime. Elles sont maintenant plus déterminées à en finir avec tout le régime. Elles pensent à leur propre victoire.

Programme de Khatami est une suite de celui de Rafsandjani

Khatami a présenté, le 15 septembre 1999, le troisième plan du gouvernement islamique à l'Assemblée. Il en a expliqué longuement la méthode d'élaboration, les principes, la direction et les axes essentiels. A part des phrases trop générales et une dissertation "littéraire" qui est une spécialité de Khatami et plus personne n'y fait attention, il a dit que le plan est fidèle aux buts définis par Khomeïni et réalisera les directives de Khaménéï. Khatami a ajouté que le fil conducteur que lui et ses collègues ont pris pour la préparation du plan est "la loi et surtout la Constitution qui est le cadre irremplaçable des affaires du pays". Il a ensuite précisé que "le défi fondamental du gouvernement" est la création d'emplois. Il a rassuré l'Assemblée que tous les responsables du pays, "son excellence le guide" et le Conseil de discernement (dirigé par Rafsandjani) ont participé à la préparation du plan et sont "d'accord". Le gouvernement a demandé l'avis de tous les spécialistes universitaires et des "écoles coraniques" ! Khatami a appelé son plan un "contrat national". Et puis il a espéré que les députés le rendraient comme une "tradition durable" dans l'histoire des programmes du pays !

Les qualificatifs et explications de monsieur Khatami, ce grand professeur de rhétorique, ont été beaucoup plus longs que ce que nous venons de citer. Bien entendu les passer en revue est hors de portée de notre bref article. Toutefois rien qu'à partir de ces quelques phrases et sans tenir compte des problèmes beaucoup plus pointus, il est aisé de mettre sur table le caractère réactionnaire du plan de Khatami qui ne fera qu'accentuer la pauvreté et l'exploitation. Tout un chacun sait qu'un plan qui a pour principes essentiels la Constitution de la République islamique, les vues et pensées des personnages aussi réactionnaires que Khomeïni, Khaménéï, Rafsandjani et les mollahs des écoles coraniques ne peut être qu'un plan réactionnaire et anti - populaire. Permettez-nous quand bien même de voir d'un peu plus près et brièvement les nouvelles promesses que Khatami fait aux gens à travers ce plan. Il a signalé trois points pour la direction et la particularité du plan : "la justice sociale et même sa primauté dans le plan, les libertés et droits légaux et le renforcement du secteur privé." En plus Khatami prétend que l'instauration de "l'Etat de droit" et "la création d'emplois" sont des "défis principaux du gouvernement", auxquelles le plan donne beaucoup d'importance.

Le lecteur serait d'accord que revoir les chapitres politiques du plan de Khatami n'est peut-être pas anodin mais certainement risque de nous faire répéter le déjà dit. Légalisme, Etat de droit et rétablissement des droits et des libertés politiques ne sont pas de nouvelles découvertes. Depuis plus de deux ans les masses populaires entendent les mêmes choses. Non seulement elles les entendent, mais elles sentent, avec toutes leurs tripes, le résultat de leur pratique ! Le bilan de monsieur Khatami et de ses copains pour défendre la Constitution, les organes de l'Etat islamique, le rétablissement de la liberté des mollahs et des semblables de ces derniers dans le cadre du système et de la charria (la loi islamique) et en même temps l'union de tout ce monde contre les gens et leurs libertés est plus que clair. La répression du récent mouvement étudiant a été un exemple de la signification de la liberté dans le cadre des lois et de la charria islamiques. Il reste donc les aspects économiques du plan de Khatami. Y a-t-il quelque chose de nouveau ?

Privatisation et "justice sociale"

L'un des axes principaux du plan de Khatami est "le renforcement du secteur privé" et "le développement" de ce dernier. Le plan prévoit des privatisations pour "décentraliser". Des

monopoles d'Etat comme le tabac, le sucre, le thé, le chemin de fer et les télécommunications devront être privatisés.

La privatisation n'est pas un phénomène nouveau. Depuis plusieurs années la République islamique la fait. Khatami veut simplement continuer les privatisations commencées par son prédécesseur, Rafsandjani. Mais il faut dire que monsieur Khatami voudrait les accélérer.

Le but des privatisations est apparemment la réduction des charges de l'Etat, la fin de la stagnation économique et la stimulation de la reprise économique. L'expérience des privatisations déjà effectuées par Rafsandjani a quand même prouvé le contraire, les charges de l'Etat n'ont pas baissé et la reprise n'est toujours pas là. Par contre le patronat et les nouveaux propriétaires des entreprises privatisées ont massivement licencié les ouvriers et salariés, résultat : une baisse de la production et un chômage plus importants. Ils ont augmenté la pression sur les ouvriers et piétiné davantage leurs droits acquis. L'exploitation s'est aggravée. Le résultat des privatisations est que d'importantes ressources publiques ont été confiées aux capitalistes et aux proches de l'appareil d'Etat. Ces derniers, tout en bénéficiant des moyens de l'Etat, ont pillé davantage les gens. Le plan de Khatami veut maintenant donner d'autres secteurs aussi importants que le tabac, le sucre, le thé, le chemin de fer et les télécommunications au secteur privé. Il est évident que dès la privatisation de ces branches économiques des dizaines de milliers d'ouvriers et d'employés seront licenciés. Les nouveaux propriétaires piétineront ensuite, autant qu'ils le pourront, les droits des ouvriers, aggravant ainsi leur exploitation. En plus la privatisation de ces branches entraînera la hausse rapide du prix du sucre, du thé, des billets de train et des télécommunications. L'augmentation sera contagieuse aux autres produits et services de première nécessité des gens. Le résultat en sera la baisse du pouvoir d'achat des ouvriers et des travailleurs et par conséquent le niveau de vie s'abaissera encore plus. Voilà ce que Khatami et les auteurs du troisième plan appellent la "justice sociale".

Croissance économique, création d'emplois et contrôle du chômage

Le plan de Khatami prévoit des investissements financiers internationaux, l'accroissement des ressources fiscales de l'Etat, l'exportation des produits non - pétroliers, la croissance des investissements privés et publics etc. Nous n'examinons ici que le taux de croissance économique annuelle, de chômage et d'inflation dont parle le troisième plan.

Le plan de Khatami prétend créer des emplois et contrôler le chômage. Le plan estime que la moyenne de la croissance économique serait de 6%. Il y aurait tous les ans, pendant la durée du plan, 765000 nouveaux emplois. Le plan garantirait la baisse du taux d'inflation à 15,9%. Rien que 6% de croissance annuelle, vu la situation économique désastreuse actuelle n'est qu'une niaiserie sans nom. Comment l'Etat peut atteindre ce taux de croissance alors qu'il est en faillite financière, doit des milliards de dollars aux banques internationales et est obligé de demander d'autres prêts pour les dépenses journalières ? Il existe actuellement 11000 projets de construction d'unités industrielles et de production laissés en suspens, faute de financement. La Banque centrale est incapable de tenir ses promesses pour financer l'industrie et la production. Par ailleurs les investissements ont baissé. En 1996 (l'année iranienne commence le 21 mars) le taux d'investissement a accru de 6,7% pour baisser de moitié un an plus tard. Selon le vice-ministre des industries métalliques du régime l'investissement industriel en 1998 a baissé de 40% par rapport à 1997. D'après le journal gouvernemental Ressalat le taux de croissance du PIB était de 4,5% pour 1995, de 5,8% pour 1996, de 2,9% pour 1997 et de 1,7% pour 1998. Par conséquent la production mais aussi toutes les exportations ont baissé. Le bilan du premier semestre 1998 (de mars 1998 à septembre 1998)

du ministère de l'industrie affirme une baisse de 2 à 92% (en moyenne 46%) de la fabrication de 33 produits industriels importants par rapport à la même période de l'année précédente. L'exportation des produits non - pétroliers, entre autres la tapis, la pistache, l'habillement, le fer et l'acier a baissé de 15 à 75%. Les fermetures d'usines et d'établissements de production se sont accentuées. Aucun signe de changement profond de la situation de chute économique n'a été constaté. Il y a quelques mois Nourbakhch, le gouverneur de la Banque centrale a déclaré le taux de croissance entre 1,7 à 2%. Bien que ce taux ne soit pas réel, mais il signifie la chute de la croissance. Le taux de croissance de l'année en cours (qui se terminera le 20 mars 2000) est de zéro voire même négatif. Il est donc très incertain que monsieur Khatami puisse concrétiser ses défis dans le domaine de la croissance économique.

La création d'emplois et le contrôle du chômage ne sont pas mieux lotis. Il y a actuellement des millions de chômeurs en Iran. A part des centaines de milliers d'ouvriers licenciés ces trois dernières années, des centaines de milliers de jeunes arrivent sur le marché du travail tous les ans. Le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse constante. Selon les statistiques officielles de 1986 à 1996 la population active du pays a accru de 8300000 personnes soit en moyenne 830000 personnes de plus par an. Alors que selon les mêmes sources il y a eu seulement 340000 créations d'emplois pour la même période. Il y a eu donc 500000 jeunes qui ont rejoint les rangs des millions d'autres chômeurs. Le directeur de l'Organisation du plan et du budget du régime a dit que le deuxième plan de la République islamique a pu créer 1350000 d'emplois. Que cela veut dire ? Cela veut dire que tous les ans 270000 emplois ont été créés et que le reste soit 830000 jeunes demandeurs d'emploi, une population active de 560000 personnes, ont été rajoutés aux masses de chômeurs.

C'est pourquoi le chômage a constamment augmenté. Dans certaines provinces du pays, par exemple l'Ilam, 50% de la population active est au chômage. Au Kermanschah il s'agit de 27% et au Lorestan de 25% de chômage. Dans les autres régions du pays les vrais taux de chômage sont au-dessus des chiffres officiels. Les auteurs du plan et Khatami prévoient une inflation de 15,9% par an. C'est une prétention vide de sens qui ne correspond à aucune des données économiques du pays. Tout le monde peut comparer le prix des produits et des services et la valeur de la monnaie par rapport aux 5 ou 10 dernières années et comprendre ainsi la hausse astronomique des prix et de l'inflation. Les masses laborieuses, qui ressentent le poids des pressions économiques dans la vie de tous les jours, décèlent aisément les mensonges de Khatami et de son plan dans ce domaine. Le directeur de l'Organisation du plan et du budget dit : "Selon les vérifications effectuées le taux d'inflation était de 26,5% pendant le deuxième plan. Le troisième plan prévoit sa baisse." Le même directeur constate indirectement l'irréalisme du troisième plan dans ces termes : "Le troisième plan n'est pas quinquennal. Il vise une période plus longue de 20 années" ! Dans l'appareil d'Etat islamique ce qui se fait le plus facilement est la fabrication de chiffres ! Quand il peut baisser le taux d'inflation de 40 à 50% de l'année dernière de moitié par un simple tour de stylo, pourquoi s'en priver ? ! Quand il peut baisser le déficit budgétaire à zéro en théorie, pourquoi s'en priver encore ? ! Khatami et ses amis prestidigitateurs peuvent "limiter" le taux d'inflation et de chômage sur le papier en-tête de la croissance économique !

En tout cas il faut dire que le plan de monsieur Khatami n'est autre que la continuité des deux premiers plans quinquennaux du régime. Il est la suite du plan de Rafsandjani. C'est sur les mêmes bases que l'Etat islamique a paupérisé et exploité les masses ouvrières et laborieuses d'Iran pendant deux décennies. La situation économique n'a jamais amélioré, elle s'est dégradée sans cesse. Cette réalité prouve l'incapacité du régime pour résoudre les difficultés économiques mais aussi politiques du pays. Elle confirme le fait que dans le cadre de l'ordre actuel aucune amélioration sérieuse ne soit possible. Les problèmes actuels exigent des

solutions en dehors de l'Etat islamique. Quand l'Etat islamique sera anéanti après une grève générale politique et une insurrection armée des ouvriers et des travailleurs, quand tout l'appareil d'Etat réactionnaire et ses branches tentaculaires seront envoyés au cimetière de l'histoire, d'où ils viennent d'ailleurs, quand l'Etat de conseils (soviétique) des ouvriers et des travailleurs sera instauré, les premiers pas se feront pour résoudre d'innombrables problèmes et difficultés économiques et politiques actuels.

A l'occasion du 8 Mars, journée internationale des femmes, un poème de la camarade Marzieh Ahmadi Oskoui

Les femmes combattantes sont nombreuses à lutter dans les rangs de notre Organisation et ce dès sa fondation. L'une d'elles est la camarade Marzieh Ahmadi Oskoui. Née en 1945, elle quitte sa ville natale, Oskou pour aller à Tabriz. Après avoir fini le lycée, elle fait des études pour devenir institutrice d'écoles primaires. Elle est une dirigeante des grèves étudiantes de mars 1971. En juin 1973 elle adhère à notre Organisation. Le 30 avril 1974 la camarade Marzieh tombe en martyr au cours d'un combat inégal contre les agents du régime du chah.

Vive sa mémoire et la mémoire de toutes les femmes tombées pour la liberté et le socialisme
Voici un poème de la camarade Marzieh

Honneur

Je suis une femme,
Je suis des cassines lointaines de l'Est.
Une femme qui depuis le début, pieds nus
Traversa la soif de la Terre à la recherche d'une goutte d'eau.
Une femme qui depuis le début, pieds nus
Toucha la lourdeur de la peine, de l'aube au crépuscule,
Accompagnée de sa mince vache dans les prairies.
Je suis une femme des tribus errant dans les déserts et montagnes,
Une femme qui mit au monde son enfant dans les montagnes,
Et perdit sa chèvre dans le désert,
Endeuillée ensuite.
Je suis mère,
Je suis sœur,
Je suis épouse intègre.
Je suis une femme,
Une femme des menus villages morts du Sud.
Une femme qui depuis le début, pieds nus
Traversa toute cette terre fiévreuse.
Je suis du petit village du Nord,
Une femme qui depuis le début
Marche dans les rizières et fermes
Jusqu'à l'épuisement.
Je suis une femme ouvrière dont les mains
Font marcher les énormes machines de l'usine,
Qui perd tous les jours sa force sous le poids des rouages,
Une femme dont de son existence
Grossit la charogne sangsue,

Accroît le profit du capitaliste,
Une femme dont le synonyme
Ne se trouve nulle part dans votre culture pourrie.
Dans la vôtre,
Ses mains sont blanches,
Sa chair est mièvre,
Sa peau est douce
Et ses cheveux parfumés.
Alors que je suis une femme pleine de plaies de souffrances,
Une femme dont la chair, par votre ignominie,
Est cassée sous le travail épuisant,
Une femme dont la poitrine est pleine de plaies fétides
De colère.
Une femme dont les yeux
Reflètent les couleurs des balles de la liberté.
Je suis une femme
Une femme dont le synonyme
Ne se trouve nulle part dans votre culture pourrie.
Une femme dont la peau est le miroir du désert,
Les cheveux sentent la fumée.
Tout mon corps est tracé de peine et ma chair traduit la haine;
Une femme qui a enseigné à ses mains l'usage des armes.
Je suis une femme libre,
Une femme qui depuis le début,
Avec son camarade et son frère,
Traversèrent les déserts,
Une femme qui forma
Le puissant bras de l'ouvrier,
La puissante main du paysan.
Je suis ouvrière,
Je suis paysanne.